CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

L'ASSOCIATION « SEINE-ET-MARNE TOURISME »

ET

**L'UNION DEPARTEMENTALE DES OFFICES DE TOURISME ET SYNDICATS
DE SEINE-ET-MARNE**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-227700010-20160325-lmc100000013446-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31/03/2016

Réception Préfet : 31/03/2016

Publication RAAD : 31/03/2016

ENTRE

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du Conseil départemental, agissant en exécution de la délibération n° 6/02 du Conseil départemental du 25 mars 2016, dont le siège social est à l'Hôtel du Département 77010 Melun cedex,

Ci-après dénommé le « DEPARTEMENT »,

D'UNE PART,

L'Association « Seine-et-Marne Tourisme », représentée par son Président, Monsieur Franck VERNIN, dont le siège social est au Quartier Henri IV, Place d'Armes, Château de Fontainebleau, 77300 Fontainebleau,

Ci-après dénommée « SMT »,

D'UNE PART,

ET,

L'Union Départementale des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative de Seine-et-Marne, association loi 1901, représentée par son Président, Monsieur Paul-Noël de HAUT de SIGY, dont le siège social est au Quartier Henri IV, Place d'Armes, Château de Fontainebleau, 77300 Fontainebleau,

Ci-après désignée « L'UDOTSI »,

D'AUTRE PART,

L'ensemble des soussignés étant ci-après dénommés collectivement, les « PARTIES ».

La convention signée entre le Département, Seine-et-Marne Tourisme et « L'UDOTSI » arrive à son terme, il convient donc d'établir une nouvelle convention de partenariat pour l'année 2016 qui prendra en compte les orientations et perspectives du Département et les attentes des signataires de la présente convention.

Conformément à la loi du 23 décembre 1992, le Département a confié la mise en œuvre de sa politique touristique à Seine-et-Marne Tourisme qui coordonne les différents acteurs du tourisme, les organismes consulaires et les professionnels du tourisme sur la Seine-et-Marne.

Soucieuses d'optimiser et de renforcer leurs actions pour favoriser le développement touristique du Département, les « PARTIES » souhaitent coopérer autour d'objectifs et d'actions partagés.

IL A ETE ENSUITE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les principaux axes de partenariat sur lesquels les « PARTIES » se sont entendues, ainsi que les principes et les différentes modalités de mise en œuvre de ces actions jusqu'au 31 décembre 2016.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du soutien financier du Département à l'UDOSTI au titre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE « L'UDOTSI »

2 – 1 : Renforcer et optimiser des outils de formation et de recherche :

« L'UDOTSI » contribue à la professionnalisation des Offices de Tourisme et des Syndicats d'Initiative (OTSI) et participe aux côtés du Département et de Seine-et-Marne Tourisme à la mise en place d'actions facilitant le travail des différents acteurs dans ce domaine.

2 - 2 : Soutenir et accompagner les projets touristiques de demain :

« L'UDOTSI » à travers les Offices de Tourisme et avec Seine-et-Marne Tourisme apportent leurs conseils en ingénierie et leurs expertises auprès des prestataires du tourisme.

« L'UDOTSI » alimente la banque de données su système d'information tourisme de Seine-et-Marne Tourisme, par la contribution des OTSI.

L'UDOTSI promeut cette démarche d'observation auprès des membres de son réseau.

2 - 3 : Renforcer la politique du développement touristique territorial :

« L'UDOTSI » s'engage aux côtés de Seine-et-Marne Tourisme et du Département à la restructuration des nouveaux Offices de Tourisme communautaires sur le département, dans le cadre de l'application de la loi NOTRe.

2 - 4 : Soutenir l'événementiel à vocation touristique :

« L'UDOTSI » valorise auprès des OTSI les animations à caractère départemental.

2 - 5 : Intensifier les démarches « QUALITE » :

« L'UDOTSI » en lien avec Seine-et-Marne Tourisme, accompagne les OTSI dans leurs démarches « qualité » et la labellisation de leurs équipements.

« L'UDOTSI » aide les OTSI dans le cadre de la mise en application de la nouvelle grille de classement des Offices de Tourisme, en fonction des nouveaux critères.

2 - 6 : Améliorer l'accueil et l'information :

« L'UDOTSI » accompagne chaque année Seine-et-Marne Tourisme dans la mise en place d'outils facilitant la mise en réseau des OTSI, notamment par sa contribution à l'organisation de la bourse d'échange des éditions touristiques départementales.

2 - 7 : Participer à l'Observatoire touristique :

« L'UDOTSI » sensibilise les OTSI à l'importance de fournir à « SMT » les chiffres de fréquentation de leurs établissements, dans le cadre de l'Observatoire départemental du tourisme, réalisé par Seine-et-Marne Tourisme, en lien avec l'Observatoire départemental.

2 - 8 : Renforcer le rôle et la place des Seine-et-Marnais dans le projet de développement touristique :

Les OTSI de Seine-et-Marne accueillent des touristes mais également des Seine-et-Marnais désireux de connaître l'offre touristique de leur territoire. La connaissance de cette offre permet aux habitants de découvrir les sites touristiques du Département mais également de faire découvrir les richesses de la Seine-et-Marne et être ainsi des ambassadeurs du tourisme.

« L'UDOTSI » s'engage à promouvoir la carte « Balad'Pass », auprès des OTSI.

2 – 9 : Obligations comptables :

« L'UDOTSI » s'engage à adresser au Département, le compte rendu du conseil d'administration et celui de l'assemblée générale.

« L'UDOTSI » s'engage à adresser au Département, au plus tard au début du mois d'août N-1, sa demande de subvention pour l'année N, accompagnée d'un dossier comprenant les pièces suivantes :

- le bilan d'activités et le bilan financier précisant les actions menées au titre de l'année N-1,
- le programme d'actions accompagné du budget prévisionnel de l'année N,
- le bilan et le compte de résultats de l'année N-1 certifiés et approuvés et accompagnés des annexes,

- les documents comptables définitifs, le plan d'actions et le budget prévisionnel de l'année N, approuvés par le Conseil d'Administration.

Le projet de budget distinguera :

- les crédits nécessaires à la mise en œuvre des projets spécifiques,
- les crédits nécessaires au fonctionnement de l'association (administration générale, charges...).

« L'UDOTSI » :

- indique la part et le % du financement départemental dans ses bilans au titre des recettes,
- définit les actions à entreprendre et le calendrier de mise en œuvre,
- met en place les modalités de suivi et d'évaluation,
- rend compte de ses actions lors de son Assemblée générale.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à soutenir les actions définies par « L' UDOTSI » dans le cadre de la convention de partenariat et lui attribuer une subvention de fonctionnement.

3 – 1 : Attribution d'une subvention annuelle :

Au titre de l'année 2016, le montant de la subvention de fonctionnement s'élève à **32 000 €**.

3 - 2 : Modalités de versement de la subvention :

Le versement s'effectue en deux fois :

- un premier acompte à hauteur de 60 % du montant de la subvention annuelle, après la signature de la présente convention.
- le solde, soit 40 % se fera sur présentation par « L' UDOTSI » d'un bilan détaillé des actions de coopération et de partenariat mises en place au cours de l'année.

ARTICLE 4 : SUIVI ET EVALUATION DE LA CONVENTION

Un comité de suivi se réunira au minimum une fois par an pour évaluer la mise en œuvre de la présente convention et les résultats des objectifs fixés à « l'UDOTSI ».

ARTICLE 5 : AVENANTS

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 6 DATE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à compter du jour de sa signature par les « PARTIES » jusqu'au 31 décembre 2016.

ARTICLE 7: RESILIATION

En cas de manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles, la convention est résiliée à l'expiration d'un délai d'un mois à compter d'une mise en demeure de régulariser, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. Cette résiliation ne donne lieu à aucune indemnité au profit du bénéficiaire.

La présente convention peut-être résiliée par l'une ou l'autre des parties à tout moment moyennant un préavis d'un mois, par lettre recommandée avec avis de réception.

Quelque soit le cas de résiliation invoqué, les parties restent tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 8: RESTITUTION

En cas de résiliation de la convention, pour les hypothèses prévues à l'article 7, le Département pourra demander les restitutions de tout ou partie de la subvention.

ARTICLE 9: REGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant saisine de la juridiction compétente pour en connaître.

Fait en trois exemplaires originaux, à Melun le

Le Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne,

Le Président de l'Union Départementale des Offices de
Tourisme et Syndicats d'Initiative
de Seine-et-Marne,

Jean-Jacques BARBAUX

Paul-Noël de HAUT de SIGY

Le Président de « Seine-et-Marne Tourisme »,

Franck VERNIN